

La fusion NYSE Euronext-Deutsche Börse n'a pas séduit les politiques européens

La Commission a interdit le mariage transatlantique au nom du maintien de la concurrence

Jusqu'au bout, les promoteurs de la fusion géante entre les opérateurs boursiers NYSE Euronext et Deutsche Börse ont attendu un signal de la chancelière allemande Angela Merkel ou de Nicolas Sarkozy. Le 6 janvier, ils s'étaient raccrochés à une petite phrase du président de la République, appelant à « l'émergence de grands groupes européens » pour espérer son intervention auprès de Bruxelles. Las, M. Sarkozy s'est arrêté dans son élan et la Commission a interdit, mercredi 1^{er} février, le mariage entre NYSE Euronext – gérant les places de New York, Paris, Bruxelles, Amsterdam ou Lisbonne – et son homologue allemand.

Pour ses promoteurs, la naissance d'un champion transatlantique réglementé, incontestable numéro un mondial, ne pouvait que plaire au Vieux Continent : la plupart de ses opérations ne devaient-elles pas être pilotées d'Europe, avec Paris et surtout Francfort comme têtes de pont, en concertation étroite avec New York ? Ils ont déchanté au fil des mois, en raison de l'enquête des gardiens de la concurrence,

mais aussi du peu d'enthousiasme des politiques. « Si la fusion est autorisée, tant mieux, sinon, tant pis », indiquait, il y a peu, un responsable de l'Elysée.

Mercredi, Joaquin Almunia, le commissaire à la concurrence, a souligné, ironique, que l'argument du « champion européen » avait surtout été avancé « depuis Wall Street », le siège de NYSE. Pour les gardiens de la concurrence, l'opération aurait surtout eu l'inconvénient de créer un « quasi-monopole » sur les marchés des produits dérivés, dont le nouvel ensemble aurait détenu plus de 90 % en Europe. Un argument fallacieux, n'ont cessé de répéter les promoteurs du mariage : d'abord parce que ce marché est mondial et non européen, ensuite parce que la grande majorité des transactions de produits dérivés se fait de « gré à gré », sans passer par une plate-forme d'échange.

Aux yeux de M. Almunia, la situation aurait été d'autant plus gênante que la fusion des plateformes de produits dérivés Liffe (NYSE-Euronext) et Eurex (Deutsche Börse) aurait abouti à un silo vertical unique et incontournable

de la négociation à la compensation des produits dérivés : « Il aurait été difficile pour tout nouvel acteur d'entrer sur le marché », au détriment des prix et de l'innovation, a souligné M. Almunia. Bref, la fusion aurait été « préjudiciable à l'économie européenne ». « C'est un jour noir pour l'Europe », a répliqué Reto Francioni, le patron de Deutsche Börse qui, avec NYSE, étudie la possibilité de faire appel.

Des intérêts contradictoires

Au-delà de l'enquête, le mariage a eu du mal à enthousiasmer les gouvernements européens. « Qu'un Américain veuille bâtir un champion européen, cela n'a pas été très convaincant », reconnaît un des promoteurs de la fusion. Au sein de la Commission, seuls trois collègues de M. Almunia ont contesté sa position : le Français Michel Barnier (marché intérieur), l'Allemand Günther Oettinger (énergie), et l'Autrichien Johannes Hahn (politique régionale).

En Allemagne, le projet a mis en lumière les intérêts contradictoires entre Deutsche Börse, les régulateurs et le Land de Hesse, soucieux

de protéger la place de Francfort contre New York ; certains, à Paris, notent en outre que, de l'autre côté du Rhin, la fusion était poussée avec moins d'allant dernièrement.

En France, mis à part Jean-Pierre Jouyet, le président de l'Autorité des marchés financiers, et l'association Paris-Europlace, peu ont soutenu le projet publiquement. Bercy y était plutôt favorable, mais le ministre des finances, François Baroin, est resté discret. « En 2006 déjà, la fusion entre Euronext et le NYSE, plutôt qu'avec Deutsche Börse, n'avait pas trop suscité de débat parmi les politiques, expliquent les chercheurs Paul Lagneau-Ymonet et Angelo Riva, auteurs de l'ouvrage *L'Histoire de la Bourse* (La Découverte, 126 p., 10 euros). *Beaucoup pensaient, à tort, que les opérateurs boursiers n'étaient plus que des simples sociétés de service, sans rôle stratégique. Après la fusion, l'atelage s'est révélé davantage américain que transatlantique, privilégié en Europe Londres, où est installé le Liffe, plutôt que les Bourses continentales du groupe.* » ■

CLÉMENT LACOMBE
ET PHILIPPE RICARD (À BRUXELLES)